

## Rapport

### Evaluation Rapide de Protection des PDIs à Socoura

 <p>Coordonnées GPS : <a href="https://www.openstreetmap.org/#map=15/14.5396/-4.0906">https://www.openstreetmap.org/#map=15/14.5396/-4.0906</a> Longitude : 14.549193333333335 Latitude : -4.079759999999999 Altitude : 121.8 7.5</p>	<b>Dernière mise à jour</b>	13/01/2020
	<b>Dates de l'ERP</b>	Du 09 au 11 janvier 2020
	<b>Localités affectées</b>	Village de Toou, commune de Pignari-Bana / Cercle de Badiangara / Région de Mopti
	<b>Déclencheur de l'ERP</b>	<p>Le lundi 06 janvier 2020, l'équipe protection de NRC a été informée par l'équipe RRM de NRC de l'arrivée des PDIs à Barbé, village de la commune de Socoura. Après une visite de prospection effectuée le 08 janvier 2020, l'équipe a appris que ces personnes s'étaient déplacées à nouveau au chef-lieu de la commune de Socoura. Dans une optique de triangulation de l'information et de confirmation de l'alerte, l'équipe a, donc, effectué une visite à Socoura ville. Au cours de cette visite, ces personnes déplacées ont effectivement été rencontrées dans l'enceinte de l'annexe du Lycée Hamadoun Dicko de Sevaré, situé à proximité du site officiel des personnes déplacées de Socoura. Dans cette même dynamique de confirmation, l'équipe a aussi échangé avec le Service Régional du Développement Social de Mopti pour recueillir de plus amples informations. De cet exercice de triangulation, il est ressorti que le déplacement de ces populations a été provoqué par un affrontement entre des hommes armés non identifiés et des chasseurs dozos. Suite aux affrontements, les hommes armés non identifiés ont sommé les habitants de quitter le village de Toou sous la menace de représailles en cas de refus.</p> <p>Le bilan de ces affrontements sur la population civile est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 homme tué ;</li> <li>- 1 homme disparu ;</li> <li>- Des maisons incendiées ;</li> <li>- Pertes/abandons de biens ;</li> <li>- Pertes/abandons de documents d'état civil (Carte d'identité nationale, Carte NINA, Extrait d'acte de naissance etc.).</li> </ul>
<b>Méthodologie</b>	Des observations directes ont été faites au sein et autour du site d'accueil des personnes déplacées	

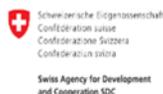
		<p>; 04 interviews ont été réalisés avec des informateurs clés dont 02 femmes ; 06 groupes de discussions ont été animés séparément par sexe et par tranche d'âge dont 02 avec des adolescents/adolescentes de 15 à 19 ans, 02 avec des hommes/femmes de 20 à 40 ans et 02 avec des hommes/femmes de 40 ans et plus.</p> <p><b>NB : l'équipe n'a pas effectué de visite dans la localité affectée à cause de l'insécurité. Une visite dans cette localité aurait certainement eu l'avantage d'approfondir, par l'observation, certains éléments contenus dans le rapport.</b></p>				
	<p><b>Résumé des problèmes rapportés</b></p>	<p>12 cas de recrutement forcé dans la milice dozos de la localité</p>	<p>1 cas de disparition</p>	<p>1 cas de meurtre</p>	<p>Perte/abandon de documents d'état civil</p>	<p>Perte/abandon de biens matériels et de stock de vivre</p>
	<p><b>Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection</b></p>	<p><b>Présentation du contexte</b> Depuis le mois de novembre 2019, des cas de déplacement des populations avaient été signalés dans la commune de Pignari-Bana précisément à Makou. Cette situation faisait état du déplacement du village de Guéri vers Makou à cause des incidents sécuritaires qui se seraient produits dans leur village. Depuis ces événements, la tension est restée à un niveau élevé au sein de cette commune. La présence d'acteurs armés hostiles aux communautés de la zone et aux acteurs humanitaires avait été signalée.</p> <p>Ce second incident qui a provoqué le déplacement des populations de Toou à Barbé puis à Socoura fait suite à un affrontement entre acteurs armés : les chasseurs dozos et des hommes armés. A l'issue des affrontements, ces derniers auraient demandé aux villageois de quitter le village sous la menace de représailles. C'est ainsi que l'ensemble du village a décidé de se déplacer vers une localité plus sécurisée.</p> <p>L'incident de Toou a entraîné le déplacement de 101 ménages composés de 92 hommes, 123 femmes, 104 garçons et 109 filles selon les chiffres de la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Mopti.</p> <p><b>Présentation/description du site de l'ERP</b> Les ménages déplacés de Toou vivent tous ensemble à Socoura dans l'annexe du Lycée Hamadoun Dicko de Sevaré. Cette annexe du Lycée est située à proximité du site officiel des personnes déplacées de Socoura. Des informations reçues de la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Mopti font état de la non utilisation des bâtiments par les élèves ; ce qui justifierait l'installation des personnes déplacées dans ces locaux.</p>				

		<p><b>Actions réalisées ou en cours</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'équipe protection NRC a réalisé une ERP les 09, 10 et 11 janvier 2020 sur le site d'accueil des PDIs et prévoit dans les prochains jours une assistance pour les personnes à besoins spécifiques.</li> <li>- Catholic Relief Service (CRS), à travers leur équipe RRM KISILI, a conduit une évaluation multisectorielle du 09 au 10 janvier 2020.</li> <li>- UNFPA a conduit une évaluation afin de déterminer les cas de VBG, avant, pendant le déplacement et lors de l'installation sur le site. Des activités d'évaluation en planification familiale ont aussi été réalisées et une assistance en premiers secours psychologiques à l'endroit des femmes a été apportée.</li> <li>- COOPI a réalisé une évaluation MRM et a procédé à l'identification des enfants malades, des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA), enfants à besoins spécifiques et effectué une évaluation sur l'hygiène et l'accès à l'eau au sein du site des personnes déplacées. L'équipe a également mené des activités d'assistance psychosociale à l'endroit des enfants.</li> <li>- UNICEF a également apporté une assistance en articles non alimentaire essentiels.</li> <li>- L'Etat à travers la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Mopti a apporté un appui en denrées alimentaires.</li> <li>- La Société Civile de la zone d'accueil et de la communauté de Toou résidant à Mopti ont apporté un appui financier et matériel.</li> </ul> <p><b>Recommandations principales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la sécurité autour du site par l'organisation de patrouilles de dissuasion de la police de façon périodique.</li> <li>- Réinstaller les personnes déplacées sur un autre site qui permet de renforcer l'unité familiale.</li> <li>- Apporter une assistance en abris pour renforcer l'unité familiale et la dignité.</li> <li>- Réaliser des sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement à l'endroit des PDIs.</li> <li>- Créer des centres d'apprentissage temporaire pour les enfants.</li> <li>- Assister les PDIs en NFI et en vivres.</li> <li>- Assurer la prise en charge médicale des femmes enceintes.</li> <li>- Apporter un appui en documentation civile pour l'acquisition des documents perdus ou abandonnés.</li> </ul>					
	Niveau de l'alerte	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 25%;">1 (Faible)</td> <td style="width: 25%;">2</td> <td style="width: 25%;">3</td> <td style="width: 25%;">4</td> <td style="width: 25%;">5 (Elevé)</td> </tr> </table>	1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)
1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)			

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
Sécurité, déplacement et protection générale		<p>De manière générale, les PDIs sur le site d'accueil de Socoura se sentent en sécurité contrairement à la situation qu'ils ont connu avant leur déplacement. Les raisons principales de ce sentiment de sécurité seraient la situation du site d'accueil. Selon les participants aux différents focus groups, les centres urbains sont plus sécurisés que les zones rurales. Socoura est une commune rurale dont le chef-lieu est presque absorbé par la ville de Sevaré. Cette emprise de la ville de Sevaré sur Socoura avec la présence des Forces de Défense et de Sécurité Malienne, de la MINUSMA, des autorités et des humanitaires renforcent ce sentiment de sécurité. Cependant, l'équipe a pu observer que le site est isolé, ouvert et sans éclairage. Cette situation pourrait exposer les personnes déplacées aux incidents de sécurité.</p> <p>Les incidents qui ont eu lieu avant le déplacement de ces populations ont été marqués par l'incendie des cases, des greniers de vivres et autres biens appartenant aux populations. Lors des incendies, certaines personnes auraient perdu tous leurs documents d'état civil. Un cas de mort et un autre de disparition ont aussi été signalés lors des entretiens avec les communautés. Environ 12 hommes du village de Toou auraient été forcés à intégrer la milice locale des chasseurs dozos.</p>	<p><b>Aux autorités administratives et de sécurité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la sécurité du site à travers des patrouilles des forces de l'ordre et de sécurité.</li> <li>• Mener un plaidoyer auprès de la milice locale dozos pour la démobilisation des personnes enrôlées.</li> </ul> <p><b>Autorités administratives et organisations spécialisées en assistance en documentation civile :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter et appuyer l'acquisition des documents d'état civil aux personnes déplacées internes.</li> </ul> <p><b>Cluster EHA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des sensibilisations sur les pratiques d'hygiène à l'endroit des PDIs.</li> </ul>
Cohésion sociale		<p>Les personnes déplacées sur le site de Socoura viennent de s'installer. Pour l'heure, elles n'ont développé aucune interaction avec les populations aux alentours du site. Ainsi, aucun acte de nature à affecter négativement les relations sociales avec les populations voisines du site n'a été signalé. Les ménages présents sur le site sont tous issus du même</p>	<p><b>Autorités administratives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer un cadre de discussion entre les belligérants qui favorise le retour des personnes déplacées.</li> </ul>

		<p>village et entretiennent des relations cordiales depuis leur village d'origine. La situation de déplacement a renforcé les liens au sein de cette communauté. Les problèmes sont régulièrement gérés à travers des concertations et les interventions des personnes âgées de la communauté.</p> <p>Par contre, grâce à des informations recueillies au cours des différentes rencontres, l'équipe de l'évaluation a pu noter que les affrontements, à l'origine du déplacement, seraient liés à des divergences entre la milice locale dozos et les hommes armés non identifiés que certaines personnes déplacées affirment connaître. D'ailleurs, les personnes déplacées affirment avoir été accompagnées dans leur déplacement par ces hommes armés non identifiés.</p>	
<p><b>Protection de l'enfance</b></p>		<p>De l'avis général, la sécurité physique des enfants au sein du site est assurée. Il ressort des groupes de discussion que les enfants vivent avec au moins un parent sur le site. Ni les parents, ni les enfants ne craignent pour leur sécurité.</p> <p>Cependant, la situation de déplacement de manière improvisée expose les enfants aux problèmes tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le froid car les enfants se seraient déplacés sans les vêtements adaptés aux situations de froid ;</li> <li>- Le manque d'hygiène corporelle ;</li> <li>- La déscolarisation de tous les enfants du village. Cependant, il est à noter que cette déscolarisation n'est pas liée à la situation de déplacement puisque l'école que les enfants du village fréquente n'est pas fonctionnelle depuis environ deux ans.</li> </ul>	<p><b>Sous Cluster Protection de l'Enfance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Doter les enfants en kits vestimentaires.</li> <li>• Sensibiliser les parents sur l'hygiène corporelle des enfants.</li> <li>• Créer un espace ami des enfants en vue de favoriser leur épanouissement.</li> </ul> <p><b>Cluster Education</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des espaces temporaires d'apprentissage (EAT).</li> </ul>

<p><b>Violences basées sur le genre</b></p>		<p>Aucun cas de violence sexuelle n'a été signalé pendant les échanges avec les communautés. Nous pouvons noter que les pertes de biens et le déni d'accès aux ressources pourraient constituer des formes de violences psychologiques dont ont été victimes les femmes.</p> <p>Aussi, la vie sur le site présente différents facteurs qui pourront constituer des risques de VBG. En effet, le site ne dispose d'aucun système d'électrification ; les déplacements sur le site pendant la nuit exposent les femmes et les filles à des problèmes sécuritaires et/ou des risques de VBG. Même si, les latrines sont séparées pour les hommes et les femmes, leurs fréquentations pendant la nuit pourraient exposer les femmes et les filles aux risques d'agressions. En plus, le milieu urbain pourrait présenter des risques pour les femmes et les jeunes filles sur le site. L'état de dénuement et le manque de moyens et d'opportunités pourraient entraîner ces personnes vers des stratégies d'adaptation négatives.</p>	<p><b>Aux autorités administratives et acteurs humanitaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Electrification du site d'accueil des PDIs.</li> <li>• Accroître l'assistance aux PDIs afin d'éviter qu'ils s'adonnent aux pratiques d'adaptations négatives.</li> </ul>
<p><b>Personnes à besoins spécifiques</b></p>		<p>Les personnes à besoins spécifiques identifiées lors des travaux de collecte de données sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 213 enfants dont 109 filles, exposés aux conditions climatiques ;</li> <li>- 29 femmes chefs de ménage ;</li> <li>- 8 femmes enceintes ;</li> <li>- 1 homme vivant avec une déficience mentale.</li> </ul>	<p><b>Autorités administratives et acteurs humanitaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporter une assistance holistique adaptée aux spécificités de vulnérabilité.</li> </ul>
<p><b>Ressenti psychologique</b></p>		<p>Les évènements qui ont précédé le déplacement de ces populations à Socoura ont été traumatisants. Elles ont assisté impuissantes à un cas d'assassinat, à la mise à feu de quelques maisons et à la perte de leurs biens et récoltes. Les femmes semblent plus marquées par les évènements puisque que l'équipe a pu observer des signes de frayeurs chez elles pendant les groupes de discussion, au moindre bruit.</p>	<p><b>Cluster Protection et acteurs spécialisés en appui psychosocial</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire l'identification et la prise en charge psychosociale individuelle et de groupe.</li> </ul>



<b>Accès aux services de base</b>		<p>L'accès aux soins de santé est assuré par le centre de santé communautaire de Socoura.</p> <p>Comme mentionné plus haut dans la catégorie protection de l'enfance, les enfants de Toou sont dans une situation où leur droit à l'éducation a été mis à mal puisque l'école publique de Makou qu'ils fréquentaient, n'est pas fonctionnelle depuis environ deux ans. Cette situation a, non seulement, affecté l'accès des plus jeunes enfants à l'école mais aussi contribué à la déscolarisation de tous les enfants. Par ailleurs, sur le site de déplacement, il n'existe pas d'espaces d'apprentissage pour les enfants.</p> <p>L'accès à l'eau potable est assuré sur le site par l'existence de 3 points d'eau potable et un puit traditionnel aménagé.</p>	<b>Partenaires de santé</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Prise en charge médicale des personnes déplacées ;</li><li>• Prise en charge médicale complète des femmes enceintes.</li></ul> <b>Cluster Education</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Création de centres d'apprentissage temporaire.</li></ul>
<b>Autres</b>		<p>En dépit de l'incendie de certaines maisons et de la perte et abandon de certains biens, l'équipe a observé que certains ménages ont pu emporter avec eux, au cours du déplacement, des kits de couchage et quelques articles non alimentaires. Cependant, au cours des différents échanges avec les personnes déplacées, le besoin d'appui en assistance NFI a été fortement exprimé.</p> <p>Comme mentionné plus haut, les ménages vivent dans l'annexe du Lycée public Hamadoun Dicko de Sevaré où les épouses et leurs maris vivent dans des blocs de classes séparés. Cette situation n'est pas de nature à renforcer l'unité familiale et la dignité.</p>	<b>Partenaires Abris et RRM</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Appui en kits NFI et abris pour les déplacés</li></ul>